



## DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille **vingt-cinq**,

Le **vingt-trois mai**,

Le Conseil Municipal de la Commune de LE VAL (Var)

dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire,

en mairie sous la présidence de **Monsieur Jérémy GIULIANO, Maire.**

Date de convocation du Conseil Municipal : 16 mai 2025.



### Nombre de Conseillers :

en exercice : 27

Présents ou

Représentés : 22

Absents : 05

Votants : 22



### Objet :

**AVENANT N°1 A LA  
CONVENTION DE  
DELEGATION DES  
COMPETENCES  
« EAU POTABLE » ET  
« ASSAINISSEMENT  
COLLECTIF »  
FIXATION D'UN  
INDICE DE  
VARIATION MOYEN  
POUR LA  
REFACTURATION  
DES FRAIS DE  
PERSONNELS**

**Présents** : MM. Jérémy **GIULIANO** - Alain **ALBERTI** - Colette **ALEXANDRE** - Laurence **BERLEMONT** - Anastasia **BRENGUIER** - Jeanne **CAVALLARO** - Gisèle **CONFORTI-PERNEY** - Steve **COURDOUAN** - Jean **CULINATI** - Géraldine **DUDON** - Max **FABRE** - Patrick **FALANTIN** - Julien **LASSAUQUE** - Christian **LEFEVRE** - Michel **MAUREL** - Luc **PERNEY** - Corinne **RINAUDO** - Georges **AYMONIN**.

**Représentés** : MM. Christian **BENTOUMI** représenté par Jérémy **GIULIANO** - Anaïs **DUFEUX** représentée par Corinne **RINAUDO** - Marie-Sylvie **GROVER** représentée Colette **ALEXANDRE** - Josiane **VILAIN** représentée par Georges **AYMONIN**.

**Absents** : MM. Sophie **ARGOUARC'H** - Norbert **GIRAUD** - Franck **JAMAIN** - Colette **LAIRE** - Olivier **BARALE**.

Secrétaire de séance : M. Christian **LEFEVRE**



Rapporteur : M. Julien **LASSAUQUE**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment les articles L.2227 et suivants et D.2224-5 et suivants, relatifs aux services publics industriels et commerciaux de l'eau et de l'assainissement, L.5211-18, précisant la notion de substitution de l'Agglomération aux communes dans toutes leurs délibérations et tous leurs actes pris antérieurement à un transfert de compétence, et L.5216-5 fixant les compétences des Communautés d'agglomération ;

**VU** le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 256 B, 260 A et 279 ;

**VU** la Loi n° 2015-991 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) et notamment son article 66 confiant aux Communautés d'Agglomération le soin d'assurer les compétences « eau » et « assainissement » à titre obligatoire, à compter du 1er janvier 2020 ;

**VU** la Loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique et notamment son article 14 laissant la possibilité pour une Communauté d'agglomération de déléguer, par convention, les compétences « eau potable » et « assainissement » et de confier à la commune le soin d'assurer la gestion de ces services en son nom et pour son compte ;

**1-3 Conventions de mandat**

**N° 2025/035**

**VU** la Loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de Finances pour 2024 et notamment son article 101 ;

**VU** l'arrêté n°41/2016-BCL de Monsieur le Préfet du Var en date du 5 juillet 2016 portant création de la Communauté d'Agglomération de la Provence Verte ;

**VU** l'arrêté n°17/2021-BCLI de Monsieur le Préfet du Var en date du 19 janvier 2021, portant dissolution de plein droit au 31 décembre 2020 du syndicat à vocation unique (SIVU) de l'Issole en raison de la reprise de sa compétence par la Communauté d'Agglomération de la Provence Verte ;

**VU** l'arrêté n°12/2024-BCLI de Monsieur le Préfet du Var en date du 23 janvier 2024, portant approbation des statuts modifiés de la Communauté d'Agglomération de la Provence Verte ;

**VU** les délibérations concordantes de la Communauté d'Agglomération de la Provence Verte n°2020-444 du 11 décembre 2020 et des communes membres relatives à la convention de délégation liant les deux parties pour l'exercice des compétences « eau potable » et « assainissement collectif » à compter du 1er janvier 2021 ;

**CONSIDERANT** que, dès janvier 2020, l'Agglomération Provence Verte et ses Communes membres ont fait le choix, pour l'exercice des compétences « eau potable » et « assainissement collectif », dans un souci de continuité et de maintien de la proximité aux abonnés et administrés, de la mise en place d'une convention de délégation ou de l'intégration à la Régie des Eaux de la Provence Verte – REPV - (Régie avec autonomie financière et personnalité morale, satellite de l'Agglomération Provence Verte) ;

**CONSIDERANT** que cette répartition organisationnelle de ces compétences sur les communes du territoire varie, chaque année en fonction des enjeux structurels, techniques et organisationnels ;

**CONSIDERANT** que les parties concernées ont conclu une première convention de délégation de compétences eau potable et assainissement collectif au titre de l'exercice 2020 qui a fait l'objet, après cette première année d'expérience et avec la volonté de faciliter les échanges, d'une nouvelle convention de délégation de compétences pour 2021 modifiant certaines rubriques (allègement des processus financiers, comptables et budgétaires, clarification des obligations de chacun sur les engagements liés à la commande publique) ;

**CONSIDERANT** que depuis, cette convention, conformément à son article 2, est reconduite annuellement par échanges de courriers entre l'Agglomération Provence Verte et les communes ;

**CONSIDERANT** les courriers de l'Agglomération en date du 22 mai 2024 et des communes membres validant la reconduction de la convention de délégation pour l'année 2025 ;

**CONSIDERANT** que la convention de délégation des compétences eau potable et assainissement collectif fixe à l'article 7 les conditions de refacturation par la commune à l'Agglomération Provence Verte, sur son budget annexe eau ou assainissement correspondant, du coût des salaires des agents concernés, pour la part des missions assurées en lien avec les compétences ;



1-3 Conventions de mandatN° 2025/035

**CONSIDERANT** qu'il convient d'établir une règle commune afin de prendre en compte les variations des masses salariales communales ;

**CONSIDERANT** qu'au regard de l'évolution de l'indice « Glissement Vieillessement Technicité » (GVT) depuis 2019 au niveau national (observatoire ADELYCE) et de l'Agglomération Provence Verte, un indice moyen de révision annuel de 2% est adapté et représentatif ;

**CONSIDERANT** que cet indice n'a pas été appliqué depuis la mise en œuvre des conventions de délégation ;

**CONSIDERANT** le montant des refacturations de personnels réellement effectués de 2021 à 2024 sur les budgets eau et assainissement, par commune ;

**CONSIDERANT** qu'à compter du 1er janvier 2025, les redevances « agence de l'eau » pour pollution d'origine domestique et pour modernisation des réseaux de collecte sont substituées par la redevance sur la consommation d'eau potable et les redevances pour performance des réseaux d'eau potable et des systèmes d'assainissement collectif ;

**CONSIDERANT** l'avenant n°1 joint à la présente délibération intégrant la prise en compte de cet indice de révision annuel et la réforme des redevances (Agence de l'Eau) selon les conditions ci-dessus dans la modification des articles 7.1.1 et 7.2.1 et de l'annexe 3 ;

Il est demandé au Conseil municipal :

- **D'APPROUVER ET DE SIGNER** l'avenant n°1 à chaque convention de délégation de compétences « eau potable » et « assainissement collectif » en vigueur intégrant la prise en compte d'un indice de révision annuel de + 2% du montant des frais de personnels communaux.
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document s'y rapportant.

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après en avoir entendu l'exposé,  
Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,

- **APPROUVE** l'avenant n°1 à chaque convention de délégation de compétences « eau potable » et « assainissement collectif » en vigueur intégrant la prise en compte d'un indice de révision annuel de + 2% du montant des frais de personnels communaux.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer l'avenant n°1 ainsi que tout document s'y rapportant.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Le secrétaire de séance,  
**Christian LEFÈVRE**

Le Maire,  
**Jérémy GIULIANO**